

La voix de l'opposition de gauche

Le 8 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie ne tient pas des infos d'hier.

On retiendra dans l'actualité politique française.

1- "*Bien qu'il soit clair que la grève générale semble très très très éloignée*".

Mais dites-moi, cela pose un certain nombre de questions politiques, non ?

Comment expliquez-vous que ce mot d'ordre soit repris par certains militants, y compris les Gilets Jaunes dorénavant, en tout cas par certains d'entre eux, alors que la grève générale semble renvoyer aux calendes grecques ? Quelles conditions faudrait-il réunir pour qu'elle se réalise ? Pourquoi ces conditions semblent réunies et malgré tout ne se produit-elle pas ? Comment expliquez-vous pourquoi si peu de travailleurs se mobilisent-ils contre la politique de Macron ? Comment expliquez-vous que si peu de travailleurs soient organisés ?

C'est curieux, n'est-ce pas ? On a déjà proposé des réponses à toutes ces questions et je n'ai pas le temps de me répéter ici, désolé.

2- "*Le Premier ministre recevra mercredi les partenaires sociaux pour faire le point sur le grand débat*".

Ses alliés, ses complices.

Il y en a encore pour croire que sans conscience de classe, sans conscience politique, on pourrait renverser le régime ou ne serait-ce que le menacer, quelle illusion, c'est à se demander dans quel monde ils vivent et ce qu'ils ont appris, c'est pitoyable !

Personnellement, je préfère m'en tenir à la réalité aussi dure ou cruelle soit-elle.

3- « *La décision des États-Unis et de l'Ukraine de voter (le 17 décembre 2018 à l'ONU - ndlr) contre la résolution initiée par la Russie s'inscrit dans le cadre de la stratégie de ces pays consistant à utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques* », a déclaré Patrushev, secrétaire du Conseil de sécurité russe, rapporte (l'agence) Tass. (Newsweek 27.12.2018)

Dites-moi, "*Utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques*", ne serait-ce pas ce que fait le régime en France depuis les années 70, en hissant sur le devant de la scène politique le FN pour le faire passer de 1 à 20% lors des élections présidentielles entre les années 60 et 2017, s'en servir ensuite comme épouvantail ou repoussoir pour éliminer tous les candidats face à leur candidat Macron, pour alimenter la propagande ordurière consistant à amalgamer l'extrême droite et l'extrême gauche pour finalement accuser l'extrême gauche de collusion rouge-brun, le communisme d'être semblable au nazisme, pendant qu'ils soutiennent le fascisme en Ukraine et dans les pays baltes, en Espagne, au Brésil, au Venezuela et dans bien d'autres pays dans le monde. Sans parler des barbares de Daesh et des groupes issus d'al-Qaïda qui ont tous adopté l'idéologie des Frères musulmans ou du wahhabisme, dont les dirigeants sont reçus à Washington et dans toutes les chancelleries occidentales, qui sont à l'origine de tous les attentats commis en France et en Europe au cours des dernières années, qu'ils ont employé pour mener leurs guerres en Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, etc.

"*Utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques*", c'est la dernière carte qu'il leur reste pour tenter de sauver leur abominable régime en perte de vue...après le Front populaire ! En

France le régime s'extrême droitise un peu plus chaque semaine, comment cela va-t-il finir ? Nul ne le sait, pour me répéter encore une fois, disons qu'on est très mal barré pour éviter le pire, malheureusement. Nos dirigeants sont frappés d'autisme, ils sont apparemment incurables. Quoi qu'on vous propose, cela ne vous intéresse pas, j'estime avoir assumé mes responsabilités de militants ouvriers, que voulez-vous qu'on vous dise de plus ? A chacun ses responsabilités.

Entre nous, en avant-propos de cette causerie, je savais d'avance que cette journée de grève du 5 février ressemblerait plutôt à une journée d'action banale et sans lendemain. Si je ne l'ai pas dit, c'était pour ne pas jouer les troubles fêtes ou démoraliser davantage les militants.

Si je les ai ménagés, maintenant ils vont déguster ! Non, je plaisante, à moitié seulement comme toujours. En attendant les faits m'ont encore donné raison, et je me demande si un jour des lecteurs vont finir par s'en apercevoir, là je ne déconne pas, à force cela me fait même marrer, je sais qu'il n'y a pas de quoi, que voulez-vous il faut bien prendre les choses comme elles sont, non, non vous n'y tenez toujours pas, et bien moi je n'en démordrai pas, non mais alors !

Plus le temps passe, moins j'ai envie de me prendre au sérieux, il faut dire que je vieillis un peu plus chaque jour qui passe, et à mon âge on a passé le cap de se raconter des histoires ou de cultiver des illusions, peut-être parce qu'on sait qu'on arrive au bout du chemin, alors on est tenté de se foutre de tout, là je suis très sérieux, qu'est-ce qu'on risque maintenant pour le peu de temps qu'il nous reste à vivre, franchement cela rimerait à quoi de raconter des conneries, il faut arrêter de délirer ou il faut changer de dealer les gars et les filles. Bon, je sais que la terre est peuplée de vieux cons, mais on n'est pas non plus obligé de leur ressembler. Quand je perdrai la tête je vous préviendrai, d'accord ? D'ici là, on va essayer encore de progresser, sinon à quoi bon continuer de vivre !

● [Au format pdf \(pages\)](#)

Passage rédigé le 5 février.

En réalité, ce matin mon voyage en bus depuis Pondichéry ne m'a coûté que 9 roupies au lieu de 200 ou 250 en autorickshaw, et je me suis tapé une heure de marche. A 14 heures je remettrai cela pour aller chercher le scooter, et en route un vieil indien de mon village m'a pris sur son scooter et m'a déposé à l'arrêt de bus sur la grande route, c'était sur son chemin, je ne le connaissais pas, mais lui si apparemment, il faut dire que je suis facilement repérable, je suis le seul Blanc du village !

J'ai affirmé il y a de cela déjà quelques années, que compte tenu de l'évolution de la composition de la classe ouvrière, de la disparition de pans entiers de l'industrie qui constituaient ses bastions, de son extrême hétérogénéité (y compris entre ses couches supérieures et ses couches les plus défavorisées), de son atomisation (ainsi que ses droits ou ce qu'ils en resteraient), du penchant à la régression du syndicalisme qui est devenu une tendance confirmée au fil des décennies, de l'absence de réformes sociales collectives depuis les années 80, il était improbable que se réalise une grève générale dans l'avenir à partir de revendications sociale ou les conditions avaient disparu pour qu'elle se produise, et que vraisemblablement elle serait déclenchée ou prendrait immédiatement la forme d'une insurrection politique contre le régime du fait de son caractère de plus en plus autoritaire, donc contraignant les masses à recourir à ce type de mobilisation pouvant prendre une tournure révolutionnaire et évidemment violente en présence d'un tel régime.

Personne ne m'a écouté, mieux ou pire, on s'est foutu de moi, Tardieu débloque de son trou en Inde, il ne peut pas saisir l'évolution de la situation en France, c'est un révisionniste et j'en passe et des meilleurs. Soit, je constate que les faits m'ont donné raison, car immédiatement le mouvement populaire du 17 novembre 2018 s'est cristallisé autour d'une revendication politique : Macron démission, maintenant (avec le RIC ou RIP) c'est nous (les travailleurs) qui devons gouverner. Je n'en tire aucune satisfaction, je suis plutôt amer en constatant l'attitude injuste des militants à mon égard pour ne pas dire pire.

J'ai reproduit l'appel à la grève générale le 5 février, mais je n'y croyais pas du tout en fait. Je ne l'ai pas dit les jours précédents pour ne pas démoraliser les lecteurs.

J'ai imaginé le dialogue suivant entre deux travailleurs pour illustrer l'incurie légendaire de nos dirigeants.

- Mais enfin bordel, c'est à rien n'y comprendre
- Garde ton calme Emile, tu vas en avoir besoin pour la suite !
- Ne me coupe pas, merde ! Les syndicats se sont toujours adressés aux travailleurs, non ? Nous aussi, alors quoi, et qu'ils soient bien lotis ou pauvres, ils s'en sont détournés et ils nous prennent pour des rigolos
- Il y a sans doute des raisons à cela, tu ne crois pas ?
- Arrête de déconner, pour un peu tu vas leur trouver des excuses
- Non, une explication ou plusieurs si tu préfères
- On a retourné le problème dans tous les sens et on est toujours arrivé à la même conclusion
- Tu as raison de le rappeler
- Bon alors, tu vois que j'ai raison
- Je n'ai pas dit que tu avais raison, je pense même le contraire
- Ah ben elle est bien bonne celle-là ! Et moi qui te prenais pour un camarade...
- Là, c'est toi qui déconnes
- Excuse-moi
- Laisse-moi continuer. Je voulais juste dire que ce n'était pas parce que nous étions toujours arrivés à la même conclusion, que c'était forcément la bonne
- Tu veux dire qu'on se serait planté pendant toutes ces années. Non mais tu te rends compte de ce que tu es en train de dire
- Parfaitement. Après tout qu'est-ce qu'on en savait toi et moi et les camarades, tu veux me le dire toi ?
- Je ne comprends pas où tu veux en venir Marcel, arrête tes mystères, tu veux m'embrouiller ou quoi ?
- Pas du tout, je voulais juste dire qu'on n'avait jamais réellement étudié la question à fond, on n'a fait que croire et répéter ce qu'on nous racontait, en gros, si les choses se passaient ainsi, c'est qu'elles devaient se passer comme cela
- Tu veux dire qu'on a gobé un tas de trucs aveuglément et que c'était des conneries
- C'est à peu près cela, oui, c'est ce que je pense en observant comment les choses se passent sous nos yeux
- Là je te donne raison, c'est vrai que ce n'était pas prévu...
- Tu vois, tu y viens aussi...
- Dis, tu le fais exprès ou quoi de ne pas finir tes phrases ou de dire les choses à moitié
- Je voulais dire que si nos dirigeants n'ont rien vu venir et si nous sommes sur la touche, cela peut signifier qu'ils ont pu passer à côté de bien des choses qui nous ont échappé également, ce qui expliquerait pourquoi nous en sommes arrivés là.

- En somme, tu es en train de me dire qu'ils se sont complètement plantés et qu'on a été assez cons pour les suivre.
- En quelque sorte, oui
- Mais attends, c'est grave ce que tu insinues
- Hier cela pouvait passer pour une n'insinuation, aujourd'hui c'est devenu un constat incontestablement
- Mais alors, il va falloir qu'ils s'expliquent
- Je ne suis pas sûr qu'ils y soient prêts ou que les explications qu'ils fourniront nous convaincront
- C'est vrai que c'est un sacré coup dur pour eux à encaisser, je n'aimerais pas être à leur place
- Moi non plus.
- Tu crois qu'ils vont nous raconter encore des blagues ?
- Ecoutes, c'est bien parti puisqu'ils continuent avec le même refrain, apparemment ils sont incapables de tirer les leçons de ce qui est en train de se dérouler sous leurs yeux, donc je suis plutôt pessimiste.
- Alors on est dans la merde jusqu'au cou
- Cela tu l'as dit, et c'est très désagréable car nous n'y sommes pour rien
- Mais alors qu'est-ce qu'on peut faire, on ne va pas continuer à ramer pour que dal et en plus passer pour des cons
- On devrait y être habitué depuis le temps
- Qu'est-ce que tu veux dire par là ?
- Tu ne te souviens pas qu'en 81 on passait déjà pour des farfelus
- Ah ouais, tu as raison, j'avais oublié, j'en étais gêné et je ne savais plus où me foutre
- Et c'est bien cela aussi notre problème
- C'est vrai maintenant que tu le dis, on ne se souvient que de ce qu'on nous a raconté à l'époque, mais on ne souvient plus de comment les choses se sont réellement passées, du coup on était bon pour faire des conneries indéfiniment
- Et les justifier
- C'est bien cela le pire, arrête j'en ai honte
- On avait des excuses
- A l'époque, je suis d'accord avec toi, mais pas 40 ans plus tard on n'en a plus ou alors c'est qu'on n'a jamais progressé
- Effectivement, on est devenu des vieux cons, mais cela peut encore s'arranger
- Tu crois, rassume-moi.

- Ecoute, c'est à nous à réfléchir à la manière dont tous les rapports entre les classes ont évolué, surtout à l'intérieur de notre classe, qui et quoi influence les travailleurs, comment pour les détourner du socialisme, pour comprendre pourquoi ils ont abandonné l'idée de vivre dans une société meilleure et plus juste, pourquoi ils sont indifférents à leur destin et qui plus est à celui des autres, pourquoi ils se contentent de cette vie médiocre qui n'a aucun sens, dépourvue d'idéal. Et à bien d'autres choses encore

- Moi c'est un truc que je n'arriverai jamais à faire

- Peut-être, mais ensemble on peut peut-être y arriver, regarde comme on a avancé

- C'est vrai, on a progressé ou tout du moins on a une piste de réflexion

- C'est mieux que rien ou de reproduire toujours les mêmes erreurs, non ?

- Assurément.

- Courage, patience et détermination valent mieux que force ou que rage.

- Salut camarade.

Parole d'Internaute

1- "Nous n'acceptons pas encore l'idée que nous ne vivons pas encore sous une dictature brutale, mais seulement une dictature "molle", c'est à dire pas vraiment une dictature. Il est vrai que tant que nos revenus sont suffisants pour vivre décemment sans dépenses extravagantes, nous n'avons pas besoin, ni envie d'aller manifester dans le froid, la pluie et risquer la mutilation. Donc le dénis nous satisfait : il n'est simplement pas possible que nous vivions dans une dictature qui s'appelle "démocratie". Les horreurs lues sur Internet sont encore un "ailleurs". Ce n'est pas très confortable intellectuellement, mais beaucoup peuvent encore tenir le coup ainsi. Combien de temps, combien de coups bas portés par le régime pour que la colère atteigne les tièdes ?"

LVOG - Ce témoignage confirme mon analyse et justifie les conclusions que j'en ai tirées.

2- "50 ans de syndicalisme "de base", je confirme ce qui est bien historiquement documenté la collusion effective des appareils syndicaux et de leurs "patrons" (!) avec les pouvoirs en place pour faire accepter aux salariés toutes les dispositions les plus régressives depuis des décennies. Ces dirigeants syndicaux vendus sont largement récompensés de leur servilité à la fin de leur carrière."

LVOG - Banal constat. Quelle en est la signification politique ? Dans quelles conditions ces agents du capital sont-ils parvenus à la direction des syndicats, en ont-ils pris le contrôle, ont-ils pu continuer à faire leur sale besogne, quels ont été leurs complices au sein du mouvement ouvrier ? Au départ il s'est agi d'un coup d'Etat, par la suite ils ont été confortés par la tournure que prenaient les rapports entre la classe ouvrière et le capitalisme ou encore l'Etat, une fois les social-démocrates et les staliniens ayant adopté le réformisme bourgeois et le parlementarisme...

3- "Ce que je trouve remarquable, un gouvernement ukrainien ouvertement pro néo nazi, qui fait des affaires, par un accord de libre échange (<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2019/01/21/97002-20190121FILWWW00332-israel-et-l-ukraine-signent-un-accord-de-libre-echange.php>), avec le gouvernement israélien, dont l'origine et la légitimité découlent de circonstances historiques des actes de barbarie de nazis... Et tout ça semble normal, "décontracté !" comme dirait notre bon vieux Garcimore, y'aurait pas comme une sorte de dissonance cognitive ?"

LVOG - Qu'est-ce qui différencie le régime néonazi de Kiev de celui de Tel Aviv ? Rien !

Parole d'internaute à propos des Gilets Jaunes.

- "Je suis assez consternée de voir toujours, parmi les commentateurs de Mediapart, ces lanceurs d'anathèmes qui embrouillent voire rendent impossible toute réflexion. Réfléchir sans oeillères est pourtant, aujourd'hui, notre seule chance, car appliquer les vieilles recettes sur une situation neuve peut nous amener à faire d'énormes conneries.

Le mouvement des gilets jaunes m'a d'abord trouvée perplexe. Ce que j'ai repéré en premier, c'est les tentatives de le dévoyer: contre l'écologie (ça n'a pas marché), au service des fraudeurs de l'impôt en transformant leur refus de taxes injustes en cette tarte à la crème de "ras-le-bol fiscal", qu'ils ont su exprimer plus justement en "justice fiscale", ça n'a pas marché. Tentative de l'entraîner vers une violence mortifère, ça n'a pas marché. Tentative de le dévoyer vers l'électoratisme, ça ne semble pas marcher vraiment.

L'autre face du dévoiement s'adresse à nous: nous conduire à le rejeter vers l'ED (extrême droite - ndlr) en le considérant comme un ramassis de "populistes" et d'ED... ça pourrait marcher, mais heureusement c'est pas sûr, ça dépend de nous."

LVOG - Vous n'avez pas été la seule à être perplexe quand ce mouvement a surgi, un réflexe salutaire, car ayant été lancé par des inconnus à partir des réseaux dits sociaux.

Quant à Mediapart, c'est un sac à merde, dans la mesure où il y figure des blogs d'idéologues de l'extrême-centre et des commentateurs y interviennent pour y diffuser cette idéologie ultra réactionnaire. On les reconnaît facilement puisqu'ils assimilent l'antisionisme à l'antisémitisme, et ils reprennent la propagande rouge-brun assimilant l'extrême gauche à l'extrême droite, la question de savoir si on doit ou non dialoguer avec ce tas d'ordures ne se pose même pas.

L'un de ces commentateurs avait repris un article du Nouvel Observateur qui s'était basé sur une étude réalisée par Roman Bornstein, membre d'un think tank de l'extrême-centre, la fondation Jean Jaurès, partant de là tout était dit, puisque ce think tank s'est spécialisé dans l'interprétation falsifiée des faits, l'amalgame, la diffamation, les accusations sans preuves, etc. méthode propre au totalitarisme qui consiste à présenter des conclusions infondées comme cohérentes et sérieuses, de telle sorte que les lecteurs soient portés à y adhérer sous peine de se sentir coupables ou d'être traités d'antisémitisme, de racisme, de xénophobie, de misogynie, de fascisme, de populisme, de complotisme, de suppôt du terrorisme, etc.

La gauche et le PS ont servi de marche pied à l'extrême-centre dont l'extrême droite est l'allié naturel. Les uns servent de couverture aux autres, d'autant plus facilement que l'interprétation de leurs intentions est faussée, ils tirent leur légitimité de leur affrontement fictif, qui lorsqu'il est démasqué laisse apparaître qu'ils n'ont qu'un seul et unique ennemi, la classes ouvrière et l'avant-garde d'extrême gauche qui incarne ses intérêts, le socialisme. Et dès lors qu'on n'a pas conscience qu'ils partagent le même fond idéologique, on est prêt à subir l'influence de l'un ou de l'autre selon sa situation ou le milieu dans lequel on évolue.

Il est d'autant plus facile de tomber dans leur piège, que tous se présentent sous les meilleurs auspices ou tous les courants politiques de l'extrême gauche à l'extrême droite partagent en apparence les mêmes aspirations générales, progressistes, sociales, de manière à ce que la confusion soit portée à son comble, la ligne de fracture qui existait entre eux devient flottante et le curseur se déplace au grès de la propagande (et des besoins) du clan de l'oligarchie qui a adopté l'extrême-centre, c'est lui qui est aux commandes, tandis que les étiquettes des uns et des autres demeurent, de sorte que n'importe qui peut se voir dorénavant accusé d'être d'extrême gauche, de gauche, de droite ou d'extrême droite.

L'avantage d'un tel procédé, c'est qu'il permet de cibler n'importe quel dirigeant ou militant politique de l'ensemble des partis, la totalité des membres des différentes classes qui peuvent se voir accusés de tout ou son contraire indistinctement sans qu'ils puissent se défendre, à partir du moment où effectivement tous les partis de l'extrême gauche à l'extrême droite pratiquent la confusion des genres (à des degrés divers) ou même leur inversion, par exemple quand la gauche soutient un coup d'Etat néonazi elle empiète sur le territoire de l'extrême droite, quand elle attaque la Syrie au lieu de la soutenir, quand elle partage la version du 11/9 de G.W. Bush, et la distorsion entre ce qu'ils font et ce qu'ils disent, entre ce qu'ils font et la manière dont ils le présentent prend de telles proportions qu'on sera porté à tous les rejeter. Et qui resterait en lice ? Le parti d'extrême-centre totalitaire, LREM, Macron et les élites corrompues qui diffusent cette idéologie aux relents philosophiques nauséabonds nihilistes. En Marche, le mouvement, le "débat" ou la "réforme" permanente, tout se tient, c'est la même idéologie despotique, non ?

Les instituts de sondages sont des officines qui pratiquent l'amalgame rouge-brun des néolibéraux ou de l'extrême-centre.

Dans le baromètre mensuel YouGov réalisé pour Le HuffPost et CNews.

Quand Macron perd 1 point auprès des sympathisants d'extrême gauche (4% d'opinions favorables), huffingtonpost.fr 07.02

Comment peut-on imaginer qu'il existerait un sympathisant d'extrême gauche qui soutiendrait Macron ?

C'est intéressant, caricatural, ils vont trop loin et se démasquent eux-mêmes. Il s'agit d'une propagande frauduleuse qui a pour origine la réalité qu'ils fabriquent uniquement et non ce qui existe réellement, on en a ici la preuve flagrante.

Le maquillage de la fusion de l'extrême-centre et de l'extrême droite.

- Steve Bannon : «Macron est un pantin» et «les Gilets jaunes sont une inspiration pour le monde» - RT 5 février 2019

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire L'Express, Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump et influent théoricien du renouveau du populisme, étrille violemment Emmanuel Macron.

Steve Bannon regarde de près la scène politique européenne et notamment française. Il avait rencontré le 11 octobre dernier à Paris Marine Le Pen, qui avait «renouvelé son intérêt» envers le projet de Steve Bannon destiné à aider techniquement les partis populistes d'Europe en vue des élections européennes. RT5 février 2019

LVOG - Tout s'accélère à notre époque, aussi il faut suivre comment évoluent les différents courants politiques, ceux qui se créent, fusionnent, se disloquent, se recomposent, disparaissent, renaissent temporairement, etc.

Tous les courants, toutes les représentations idéologiques créés pour servir la cause de l'oligarchie sont démasqués ou leur durée de vie est de plus en plus brève ou hypothétique, par conséquent sans cesse ils doivent pourvoir à leur remplacement, quitte à passer parfois par des coalitions scabreuses à défaut de mieux, comme c'est le cas aujourd'hui en Italie par exemple.

Au passage, vous aurez remarqué que tous se servent de l'extrême droite, Macron, Trump, Poutine, en France tous les partis de droite du PS à LREM qui partagent la même idéologie, mais aussi la pseudo-gauche (LFI-PCF) et extrême gauche (NPA-LO)...

Un exemple de fusion entre l'idéologie d'une partie de l'extrême gauche (notamment, NPA) et celle du clan ultra réactionnaire de l'oligarchie

- «Monstruosités grammaticales» : un chercheur s'alarme de l'écriture inclusive au CNRS - RT 6 février 2019

L'Académie française a adopté le 26 octobre 2017, à l'unanimité, une déclaration contre l'écriture dite «inclusive». Pour autant le CNRS fait fi de cet avis, ce qui inquiète l'un de ses chercheurs, Marcel Kuntz. Il dénonce une dérive idéologique.

Marcel Kurtz, chercheur en biotechnologie au CNRS, a exprimé, à la faveur d'une tribune publiée le 4 février dans Le Figaro, son opposition à la généralisation de l'écriture inclusive. Si l'Académie française s'est clairement opposée à son application le 26 octobre 2017, ce biotechnologiste végétal et directeur de recherche au Laboratoire de physiologie cellulaire végétale du CNRS à Grenoble, remarque, non sans regret, la féminisation des termes dans des documents édités par son centre de recherche. Un procédé qui engendre selon lui «des monstruosités grammaticales telles que «technicien.ne.s, ingénieur.e.s et chercheur.e.s».

Selon lui, l'objectif affiché «d'imposer une égalité des représentations entre les femmes et les hommes», cache en réalité «un champ de bataille idéologique, où resurgit la dialectique marxiste des rapports exploités/exploiteurs, oppresseurs/oppriés, revisitée par l'idéologie postmoderne – où la société est vue comme une juxtaposition de communautés, la plupart rangées en catégories victimaires (dont les femmes)». Un égalitarisme exacerbé qui aurait en outre pour «faire endosser aux mâles hétérosexuels le statut de Bourreau».

(Les gauchistes, qui, réduits à l'impuissance, peut-être au-delà de ce qu'on imagine et qui le vivent très mal psychologiquement ou sexuellement, ont adopté l'écriture inclusive, sont ultra minoritaires ou pour ainsi dire insignifiants au sein du mouvement ouvrier, y compris de l'extrême gauche. En quête de reconnaissance, il faut bien qu'ils se distinguent pour continuer à exister.

Leur comportement, qui dénote de grandes frustrations et contradictions qu'ils peinent à contenir, frise avec le crétinisme, et qui pour être dépourvu d'imagination n'a absolument rien à voir avec "la dialectique marxiste", pour laquelle la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière constitue la condition préalable à l'abolition de toutes les formes de discrimination entre les hommes et les femmes dans la société, car les rapports sociaux en vigueur aujourd'hui dans la société ne peuvent être que la reproduction de ceux issus du capitalisme.

Les gauchistes présentent la singularité de manquer de patience et de prendre leurs désirs pour la réalité. Du coup, ils en viennent à perdre de vue que seule la classe ouvrière est en mesure de mettre un terme à toutes les discriminations dont ses différentes couches sont victimes sous le capitalisme, et non les représentants du capitalisme. Il en découle qu'ils se retrouvent à combattre la classe ouvrière au côté de ses ennemis.

En plus d'être les fossoyeurs du socialisme, ils confondent également le combat contre les inégalités qui est parfaitement légitime, et la prétention d'établir une quelconque égalité entre les différentes classes en régime capitaliste, idéologie et conception de la lutte de classe qui sont étrangères au marxisme, mais par contre appartiennent bien aux opportunistes de tous poils. Ces militants qui adoptent l'écriture incursive ont un grave problème politique à résoudre de toute évidence. - LVOG)

Se félicitant de l'absence d'une inégalité de traitement entre les hommes et les femmes dans le domaine de la recherche, «ce milieu est culturellement tourné vers la prise en compte de la production scientifique et non pas vers d'autres critères [sexuels, ethniques, etc.]», assure-t-il, Marcel Kurtz désapprouve néanmoins l'existence d'une «Mission pour la place des femmes au CNRS». Selon lui, cette initiative est symptomatique d'une dérive causée par la théorie du genre.

«Cette Mission n'en reste pas moins influencée par l'idéologie du genre, impulsée par des sciences humaines et sociales, thuriféraires du postmodernisme. Parmi les déconstructions du postmodernisme (les Lumières, la science, la vérité, la nation, la transmission) figure aussi l'altérité des sexes. Et pour ces idéologues, s'il n'y a pas une parité absolue dans telles ou telles disciplines scientifiques, ou dans tels ou tels postes, cela ne peut être dû qu'à des «discriminations» ou à des «stéréotypes genrés» inculqués par la société».

Enfin, revenant à l'écriture inclusive, il accuse ses ardents défenseurs de faire la promotion du «mythe constructiviste» et notamment de balayer d'un revers de main «l'héritage civilisationnel» de l'homme. «Il s'agit en réalité d'un rêve despotique, peut-être doux, de bobos bien-pensants, mais une forme de despotisme quand même, portée par des inquisiteurs qui veulent nettoyer la grammaire et le langage et éliminer tout comportement non-politiquement correct», écrit-il.

Et de conclure sous la forme de questions rhétoriques : «Une vision politisée dénonçant comme "réactionnaire antigénre" toute critique à l'encontre de la "théorie du genre" (en fait il s'agit d'une idéologie du genre), doit-elle avoir sa place dans la communication institutionnelle du CNRS ? L'esprit critique faisant partie intégrante de la démarche scientifique, de telles réactions ne peuvent que confirmer que, en la matière, le pouvoir a été pris au CNRS par des tenants d'une approche non scientifique de problèmes par ailleurs bien réels. A l'heure où les choix politiques et budgétaires sont difficiles, la science a-t-elle intérêt à obéir aux injonctions des minorités agissantes, au risque de se couper d'une autre partie de la société ? » RT 6 février 2019

Pourquoi le clan ultra réactionnaire de l'oligarchie s'en prend-il à tous les rapports qui existent dans la société, exceptés évidemment ceux établis entre les classes ?

Parce qu'ils doivent déstabiliser toutes les classes, afin de pouvoir étendre leur hégémonie sur l'ensemble de la société, leur imposer un modèle de société ou un régime où ils ne disposeraient plus d'aucun repère pour résister ou s'y opposer. Et le meilleur moyen qu'ils ont imaginé pour y parvenir, serait de semer le chaos ou un climat permanent de suspicion, de haine, d'affrontement ou de violence entre tous les membres de la société, en brisant tous les rapports qu'ils peuvent avoir entre eux, en s'appuyant sur leurs aspects parfois archaïques ou sachant que certains de ces rapports se sont construits sur la base de préjugés que les classes dominantes qui se sont succédées au pouvoir avaient créés et entretenus pour asseoir leur hégémonie de classe.

En imaginant ce scénario, ils savaient pertinemment qu'une partie de la gauche ou de l'extrême gauche parmi les plus corrompues ou ignares ou encore habitées par un furieux dogmatiques les rejoindraient ou tomberaient dans le panneau, et cela a relativement bien marché, sauf avec l'écriture inclusive qui a été rejetée pratiquement unanimement, hormis au NPA, le parti qui se trouve être justement le plus décomposé de l'extrême gauche, mais il n'est pas le seul parmi les gauchistes en mal de repères, c'est à cela qu'on reconnaît ceux qui subissent le plus l'influence de l'idéologie de la classe dominante.

Au lieu de simplifier l'orthographe et les règles syntaxiques, l'écriture inclusive les complique à l'infini, c'est un professeur de français qui s'exprime ici. Elle est destinée à l'élite, aux nantis, au détriment du peuple qui peine déjà à maîtriser sa langue. L'écriture inclusive est une abomination, d'ailleurs quand je lis "chercheur.e.s", je leur rappelle que chercheuses existaient déjà !

A l'expression écrite, c'est une torture, à l'expression orale c'est carrément impraticable, je mets au défi quiconque de s'y livrer. Faites un test, essayez de prononcer : Hier j'ai croisé des militant. e.s, des étudiant. e.s, des intermittent.e.s, des paysan. e.s, attention, vous devez prononcer "militant -antes, étudiant -antes, intermittent -antes, paysan -sanés, " si, si, vous devez détacher les syllabes, essayez encore, vous avez l'impression d'être en présence d'ânes (bac +5 !), c'est là qu'on s'aperçoit qu'on a affaire à une entreprise qui tend à la destruction du langage, de tout moyen de communication entre les hommes, car si demain je devais parler ainsi, c'est simple, je préfère encore cesser de m'exprimer !

Le despotisme leur a toujours servi de guide à travers les siècles jusqu'à nos jours.

Du puritanisme à la chasse aux préjugés en passant par prohibition, la permissivité, la pornographie, la dérégulation financière pour justifier l'impérialisme et la barbarie.

C'est ce courant politique de l'oligarchie qui est à l'origine de toutes les campagnes mondiales des dernières années, dont celles ayant conduit dans de nombreux pays (principalement occidentaux) à la légalisation du mariage (et de l'adoption) des homosexuels, du cannabis, de la PMA, etc. qui a fait la promotion des LGTB, qui instrumentalise le réchauffement climatique, qui a planifié l'afflux de migrants en Europe, après avoir été à l'origine du 11/9 et de toutes les guerres qui ont suivi, etc. et qui a porté Macron au pouvoir en France... C'est aussi ce courant politique qui a adopté la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire, et qui de fait détient le pouvoir aux Etats-Unis et influence largement le cours de l'évolution de la situation mondiale.

- Les États-Unis vont-ils se réformer ou se déchirer ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 25 octobre 2016

Extrait. Pour comprendre ce qui est en jeu, il faut revenir en Angleterre au XVIIème siècle. Oliver Cromwell renversa par un coup d'État militaire le roi Charles 1er. Il prétendit instaurer une République, purifier l'âme du pays, et fit décapiter l'ancien souverain. Il créa un régime sectaire inspiré des idées de Calvin, massacra en masse les Irlandais papistes, et imposa un mode de vie puritain. Il conçut aussi le sionisme : il rappela les Juifs en Angleterre et fut le premier chef d'État au monde à réclamer la création d'un État juif en Palestine. Cet épisode sanglant est connu sous le nom de « Première Guerre civile britannique ».

Après le rétablissement de la monarchie, les Puritains de Cromwell fuirent l'Angleterre. Ils s'installèrent aux Pays-Bas, d'où certains d'entre eux partirent à bord du Mayflower aux Amériques (les « Pères pèlerins »), tandis que d'autres fondèrent la communauté Afrikaneer en Afrique australe. Lors de la Guerre d'indépendance des États-Unis au XVIIIe, on revit l'affrontement des Calvinistes contre la Monarchie

britannique, de sorte que dans les manuels actuels d'Histoire britannique, on la désigne comme la « Seconde Guerre civile ».

Au XIX^{ème} siècle, la Guerre de sécession opposa les États du Sud (principalement habités par des colons catholiques) à ceux du Nord (plutôt habités par des colons protestants). L'Histoire des vainqueurs présente cet affrontement comme une lutte pour la liberté face à l'esclavage, ce qui est de la pure propagande (les États du Sud abolirent l'esclavage durant la guerre lorsqu'ils conclurent une alliance avec la monarchie britannique). De fait, on retrouva l'affrontement des Puritains contre le trône anglais, raison pour laquelle certains historiens parlent ici de « Troisième Guerre civile britannique ».

Au cours du XX^{ème} siècle, cet affrontement interne de la civilisation britannique semblait révolu, hormis la résurgence des Puritains au Royaume-Uni avec les « chrétiens non-conformistes » du Premier ministre David Lloyd George. Ces derniers divisèrent l'Irlande et s'engagèrent à créer le « Foyer national juif » en Palestine.

Quoi qu'il en soit, un des conseillers de Richard Nixon, Kevin Philipps, consacra une thèse volumineuse à ces guerres civiles, constata qu'aucun des problèmes n'était résolu, et annonça une quatrième manche [1].

Les adeptes des Églises calvinistes, qui depuis 40 ans votaient massivement pour les Républicains, soutiennent désormais les Démocrates.

Je ne doute pas que Madame Clinton sera le prochain président des États-Unis, ou que si Monsieur Trump était élu, il serait rapidement éliminé. Mais en quelques mois, on assiste à une large redistribution électorale sur fond d'une évolution démographique irréversible. Les Églises issues des Puritains ne totalisent plus que le quart de la population et basculent dans le camp démocrate. Leur modèle apparaît comme un accident historique. Il a disparu d'Afrique du Sud et ne pourra pas survivre encore bien longtemps, ni aux États-Unis, ni en Israël.

Au-delà de l'élection présidentielle, la société US doit rapidement évoluer ou se déchirer à nouveau. Dans un pays où la jeunesse rejette massivement l'emprise des prêcheurs puritains, il n'est plus possible de déplacer la question de l'égalité. Les Puritains envisagent une société où tous les hommes sont égaux, mais pas équivalents. Lord Cromwell voulait une République pour les Anglais, mais seulement après avoir massacré les papistes irlandais. C'est ainsi qu'actuellement aux États-Unis, tous les citoyens sont égaux devant la loi, mais au nom des mêmes textes les tribunaux condamnent systématiquement des noirs tandis qu'ils trouvent des circonstances atténuantes aux blancs ayant commis des crimes ou délits équivalents. Et, dans la majorité des États, une condamnation pénale, même pour un excès de vitesse, suffit à se voir retirer le droit de vote. Par conséquent, blancs et noirs sont égaux, mais dans certains États, la majorité des hommes noirs a légalement été privée de son droit de vote. Le paradigme de cette pensée, en politique étrangère, c'est la « solution à deux États » en Palestine : égaux, mais surtout pas équivalents.

C'est la pensée puritaine qui a conduit les administrations du pasteur Carter, de Reagan, de Bush (Sr. et Jr. sont deux descendants directs des Pères pèlerins), de Clinton et d'Obama à soutenir le wahhabisme en contradiction avec les idéaux affichés par leur pays, et aujourd'hui à soutenir Daesh.

Jadis, les Pères pèlerins fondèrent des communautés à Plymouth et Boston, qui ont été idéalisées dans la mémoire collective états-unienne. Les historiens sont pourtant formels, ils disaient former le « Nouvel Israël » et choisirent la « Loi de Moïse ». Ils ne placèrent pas de Croix dans leurs temples, mais les Tables de la Loi. Quoique chrétiens, ils attachaient plus d'importance aux écritures juives qu'aux Évangiles. Ils obligèrent leurs femmes à se voiler la tête et rétablirent les châtiments corporels. (Réseau Voltaire 25 octobre 2016)

- Ce que révèlent les élections US sur le conflit intérieur par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 novembre 2018

Extraits. Au contraire, l'idéologie alors dominante, aussi bien au Parti démocrate qu'au Parti républicain, était celle des Puritains : ordre moral et impérialisme.

...les Puritains qui fondèrent les colonies britanniques des Amériques

La première composante historique des États-Unis (les Puritains) entendait créer des colonies au mode de vie « pur » (au sens calviniste du terme) et poursuivre la politique étrangère de l'Angleterre.

Au cours des dernières années, les partis démocrate et républicain ont évolué pour devenir les porte-parole de la pensée puritaine, défendre l'ordre moral et l'impérialisme. Les Bush sont des descendants directs des « Pères pèlerins ». Barack Obama a composé son premier cabinet en s'appuyant massivement sur les membres de la Pilgrim's Society (le club transatlantique présidé par la reine Elizabeth II).

Cependant, à la différence de l'Angleterre, où les Puritains finirent par perdre, ce sont leurs descendants qui vainquirent aux USA. (Ce que révèlent les élections US sur le conflit intérieur par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 novembre 2018)

La civilisation humaine est à la croisée des chemins.

La survie du capitalisme, un siècle après avoir atteint le stade de l'impérialisme, tend dorénavant à disloquer l'ensemble des rapports que les hommes ont patiemment tissés au fil des deux derniers millénaires et plus particulièrement au cours des trois ou quatre derniers siècles, qui se sont traduits par des progrès réalisés dans tous les domaines, social, culturel, éducation, connaissance, science, art, etc. qui coïncidèrent avec une élévation de leur niveau de conscience en général et de leurs conditions de travail et d'existence, sans toutefois qu'ils aient conscience de ce processus (de ses origines) ou que, l'évolution et l'issue des contradictions qui composaient ces rapports permettraient à la civilisation humaine d'atteindre un niveau de progrès supérieur ou au contraire précipiteraient sa destruction.

Ce n'est qu'à l'issue du développement des forces productives et de la lutte des classes, qui sont les deux principaux facteurs de l'évolution de la civilisation humaine dont dépendent toutes les relations qui existent dans la société, que ces deux orientations sont parvenues à maturité, au point que les différents protagonistes qui en sont les acteurs principaux (la classe des capitalistes et la classe ouvrière) sont amenés à se livrer une lutte à mort pour continuer d'exister, et de l'issue de ce combat dépend l'avenir de l'humanité.

Le défi qui nous est posé est simple : Soit on parvient à prendre conscience que la survie du capitalisme est le principal obstacle à tout progrès social, et constitue un péril mortel pour la démocratie et la civilisation humaine, soit on n'y parvient pas et nous sommes condamnés à en subir les terribles conséquences jusqu'à la disparition de la civilisation humaine. Que ce soit le capitalisme ou son pendant, la masse des exploités, aucun ne peut échapper aux lois de la dialectique, chaque corps a une durée de vie limitée au-delà de laquelle il se décompose, se putréfie, puis disparaît pour céder la place à d'autres.

Contrairement aux modes de production antérieurs, le capitalisme présente la particularité de n'avoir engendré aucun mode de production supérieur, aucune nouvelle classe qui l'incarnerait, dès lors qu'il ne peut plus concourir au progrès de la civilisation humaine, et qu'il n'existe aucun autre mode de production capable de lui succéder que le mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production qu'incarne la classe ouvrière, il revient donc légitimement à cette classe de détenir le pouvoir politique pour mettre en oeuvre ce nouveau mode de production (supérieur et de répartition des richesses), ce qui implique qu'elle fasse à son tour sa révolution et se débarrasse du mode de production capitaliste...

Telle est l'une des deux issues que présente le processus dialectique matérialiste et historique qui permettrait de renouer avec le progrès social et d'assurer la pérennité de la civilisation humaine, qui vivrait enfin en paix et en harmonie avec sa planète. L'autre ne conduirait qu'au chaos, à la guerre sans fin, à la barbarie, à leur destruction.

On peut adopter le pire des comportements et le nier ou l'ignorer, dans ce cas on sera baloté de l'extrême gauche à l'extrême droite, et le pire nous attend.

La ligne de fracture est facile à saisir, elle réside dans la rupture inconditionnelle avec le capitalisme et ses institutions qui toutes tendent vers le totalitarisme ou le fascisme.

Fake news. Tous riches ou presque, de quoi se plaignent les peuples, franchement !

Nouvelobs.com - Il y a certes une bonne nouvelle : la proportion des pauvres dans le monde a drastiquement baissé. Voici quarante ans, elle dépassait 40%. Aujourd'hui, 10 % de la population mondiale vit avec 1,90 dollar par jour. La moitié de ces personnes résident en Afrique.

LVOG - D'où sortent-ils ce chiffre de 1,90 dollar par jour par personne ? Parmi tous les Indiens que je côtoie ou que je connais, ils disposent d'1/5e ou d'1/6e de cette somme, voire moins encore.

Nouvelobs.com - 97% des Français appartiennent aux 30% les plus riches du monde. nouvelobs.com 02.02

LVOG - Quand Macron vous le disait que vous manifestiez la gueule pleine, il avait raison ! Scélérats !

Sans rire, dans cet article il était précisé que "*les comparaisons tiennent compte des prix dans chaque pays*", voyons ce qu'il en est vraiment en Inde où je vis de 1996.

En Inde ou le taux de change entre l'euro et à la roupie est de 1 euro = 80 roupies.

Le salaire minimum net mensuel avoisine 5.000 roupies. Pas de retenues sur salaire puisque les travailleurs indiens ne bénéficient d'aucun avantage social. Un ménage se compose en moyenne de 2 ou 3 adultes plus 3 enfants, parfois ou souvent plus avec un ou des vieux parents ou une parente veuve sans ressources, etc. Quand un seul adulte travaille, cela donne $5.000/30/5 = 33,33$ roupies par jour, soit 0,30 euro ou 0,55 dollar (à environ 1 dollar = 65 roupies). Si les deux adultes travaillent et que l'homme a un salaire plus élevé, disons 8.000 roupies, cela donne $13.000/30/5 = 86,66$ roupies, soit à peine plus de 1 euro ou 1,33 dollar.

Mais dès que l'un ou l'autre s'absente de son travail, on lui déduit une journée de salaire, et cela arrive tous les mois, soit à plusieurs reprises, soit pendant plusieurs jours, pour cause de maladie, très fréquente ici, ou un enfant malade, un évènement familial, les familles comptent des dizaines, voir des centaines de membres, dont là aussi cela se produit fréquemment, décès, mariage, fiançailles, naissance, premières règles, etc., sans compter les pèlerinages, la mousson, les grèves générales imposées, les quelques jours fériés par an. Bref, il est rare qu'un Indien perçoive un salaire complet en travaillant 6/7j, sans congés. Sans parler des nombreux Indiens qui ne sont pas mensualisés, c'est la règle générale pour ceux qui travaillent dans l'agriculture, plus de 50% des actifs.

Et comme il n'existe pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie la plupart du temps, vous pouvez être licencié du jour au lendemain, quitte à être réembauché deux semaines ou trois mois plus tard, les travailleurs sont taillables et corvéables à merci et sans droit ni recours d'aucune sorte. Donc il est rare que les deux travaillent simultanément pendant des mois ou des années, leur revenus annuel est toujours amputé.

J'imagine que la même situation prévaut dans de très nombreux pays en Asie et en Afrique.

Et je n'ai pas mentionné l'inflation. Pour un peu le litre d'essence serait aussi cher qu'en France 70 roupies, près d'un 1 euro avec une monnaie qui vaut 1/80e de l'euro, que dis-je, il est 40 fois plus cher qu'en France !

Ici les prix augmentent une ou deux fois par an, entre 10 et 20% chaque fois ! Non, mais je ne raconte pas de blague, hormis quelques denrées alimentaires qui augmentent moins vite, et encore, on oublie vite les anciens prix ; Le petit pain qui valait 1 roupie il y a 20 ans, en vaut 10 aujourd'hui, son prix a été multiplié par 10, mais en réalité il a augmenté de 1000%, et je ne connais rien qui n'ait pas augmenté dans les mêmes proportions, à part les salaires qui ont augmenté de moitié seulement pour les plus mal lotis, la majorité.

Autrefois, les charges fixes des Indiens étaient réduites au minimum ou n'existaient même pas : pas d'équipements électriques à part une ampoule et un ventilateur, et encore, la facture d'électricité était de 10 ou 20 roupies, aujourd'hui elle tourne entre 500 et 1000 roupies, pas d'essence à acheter, tout le monde se déplaçait en vélo ou en bus, pas de téléphone... bref, leurs revenus leur servait à vivre, dorénavant ils servent à payer toutes ces charges, et ce qui leur reste sert juste à survivre. Quel progrès, quel bonheur ! Autrefois, avec un seul salaire une famille pauvre parvenait à s'en sortir, de nos jours avec deux salaires ils n'y arrivent plus, cherchez l'erreur.

Contrairement à ce que ces misérables falsificateurs, ces idéologues du régime, cet article a été rédigé par Speranta Dumitru, maîtresse de conférences en science politique à l'université Paris-Descartes, les travailleurs pauvres sont encore plus pauvres et plus nombreux qu'autrefois, et en prime ils sont surexploités ou soumis en esclavage, car travailler 6 jours sur 7, c'est de l'esclavage, et travailler 6 jours sur 7 sans pouvoir vivre décemment, l'angoisse permanente de l'accident, de la maladie, du chômage en plus, c'est pire encore ! Et ce n'est là qu'un échantillon du tableau, la réalité que vivent les Indiens est pire encore.

Il n'y avait bien que Mélenchon pour l'ignorer.

Rappel de la causerie du 3 février- Mélenchon : "Nous ne connaissons ni l'objectif de ces réunions, ni le bilan qui en sera fait" (Le HuffPost 31.01)

Muriel Pénicaud - Le cap est légitime, puisqu'il est issu d'un programme pour lequel le président, puis une majorité de députés, ont été élus démocratiquement.

LVOG - Et les miracles de la collaboration de classes pour l'appliquer.

Muriel Pénicaud - Il y a un télescopage entre le temps nécessaire pour ces réformes et l'impatience que l'on comprend pour rendre les solutions concrètes et tangibles. La crise que nous vivons montre que pour compléter la démocratie représentative, colonne vertébrale de notre République, nous avons besoin de la démocratie participative, qui permet aux citoyens de donner leur avis au fil de l'eau, et de la démocratie sociale, que font vivre les partenaires sociaux et les associations. nouvelobs.com 31 janvier 2019

Ceci explique cela.

- Emmanuel Macron veut « booster » les petites associations - La Croix 05.02

- Macron envisage le retour des emplois aidés pour les associations - Le Dauphiné Libéré 05.02

Grand débat national en famille ou quand Mélenchon aime parler avec Macron.

À l'issue de près de deux heures d'entretien entre Jean-Luc Mélenchon et le président de la République ce mercredi soir.

À propos d'une dissolution, "(cela) paraît plutôt comme une solution d'apaisement et de règlement des problèmes", a-t-il admis, en précisant que "c'est pas là-dessus qu'(il a) été consulté".

Le chef de file des Insoumis a estimé avoir eu une "discussion intéressante" avec le président, "parce que cela permet de suivre les affaires de l'État, de donner son point de vue, d'échanger, même quand, comme c'est le cas, on est âprement séparés". "Mais ce n'est pas la guerre civile dans ce pays, on parle, il faut qu'on parle", a-t-il insisté. Le HuffPost 07.02

Mélenchon pouvait-il l'ignorer ?

- La popularité d'Emmanuel Macron penche toujours plus à droite - Le HuffPost 07.02

Les bienfaits annoncés du "Grand débat national".

- Doit-on fermer les urgences de nuit des petits hôpitaux? - Le HuffPost 07.02

Cela pourrait être la contribution de la Cour des comptes au quatrième thème du grand débat voulu par Emmanuel Macron: l'organisation de l'État et des services publics. Le HuffPost 07.02

Le "grand débat national" ou d'une dictature à l'autre.

- "Grand débat" : Macron a-t-il copié le très autoritaire leader de Singapour? - nouvelobs.com 05.02

Le premier grand débat national, similaire à celui que le président de la République vient de lancer, s'est déroulé en 2012 à Singapour. Certes, tout n'est pas comparable, à commencer par le régime de cette cité-Etat de 5 millions d'habitants, sorte de "démocrature" éclairée. Mais, à y regarder de près, la comparaison entre les deux exercices est fascinante.

A l'instar de la crise des "gilets jaunes", tout commence à Singapour par un tremblement de terre politique. En mai 2011, malgré un scrutin aussi peu démocratique que les précédents, le parti au pouvoir depuis l'indépendance de Singapour en 1965, le Parti d'action populaire (PAP), ne récolte "que" 60% des voix. L'opposition, représentée par le Parti des travailleurs, obtient un score historique et 6 députés... sur 87.

L'élite au pouvoir prend peur. Le divorce entre le peuple et ses gouvernants est patent. Un politologue singapourien se souvient : ""Les leaders du PAP se sont rendus compte que le point le plus faible du gouvernement était la communication.""

Comme en France aujourd'hui. "Notre Conversation singapourienne"

Le Premier ministre Lee Hsien Loong, fils du fondateur de l'Etat, prend alors une initiative qui surprend toute l'Asie. Il lance "Notre Conversation singapourienne" ("Our Singapore Conversation"): une série de débats ouverts à tous, y compris les fonctionnaires jusque-là tenus au secret absolu. Le but, explique notre politologue : ""Permettre au gouvernement de se reconnecter avec les électeurs et de tester de nouvelles options politiques.""

Là encore, troublante analogie...

Selon les documents officiels, la "Conversation singapourienne" est, comme en France, coordonnée par un Comité dirigé par un ministre, celui de l'Education. Et cette présidence par un membre de l'exécutif, est, comme en France, fortement critiquée, mais seulement anonymement sur les réseaux sociaux. Le Comité est composé de vingt-six autres membres, dont "un chauffeur de taxi, un artiste (sic) et un présentateur de télé", ce qui n'est pas le cas en France...

660 débats puis un triomphe électoral

La Conversation dure un an : 47.000 personnes y participent (soit l'équivalent de 600.000 en France), en 660 petits groupes. Le thème : "Qu'est-ce que les Singapouriens veulent pour 2030 ?" Les organisateurs sont perplexes. Comment rendre compte des travaux ? Comment, ce faisant, rebâtir la confiance entre le gouvernement et le peuple ? "Nous pensons que ce serait 'mission impossible'", racontent certains. D'autant qu'il y a énormément de requêtes, de paperasses... comme aujourd'hui en France.

Finalement, le Comité publie en rapport en 2013. D'où il ressort plusieurs demandes précises, concernant, notamment, le logement, la santé, les transports et l'immigration.

Avait-il déjà préparé ces réformes ? Quoi qu'il en soit, après la Conversation, Lee Hsien Loong prend des mesures qui correspondent tout à fait à certaines revendications exprimées : il augmente les aides à l'achat de logements devenus hors de prix au centre la cité-Etat, il fait changer les règles de l'assurance maladie de façon à mieux couvrir les personnes très âgées et modifie les règles de notation des élèves et des étudiants jugées trop sévères. Enfin, l'obtention de visas de travail est devenue beaucoup plus difficile.

L'un explique-t-il l'autre ? Aux élections suivantes, en 2015, le PAP fait un triomphe... nouvelobs.com 05.02

Le totalitarisme passe par le contrôle de l'information.

Quand le président de la République invite des professionnels des médias pour avoir "*une conversation libre dans son bureau*".

Lors de cette rencontre, Emmanuel Macron a assuré que *"le bien public, c'est l'information. Et peut-être que c'est ce que l'État doit financer. (...) Le bien public, c'est l'information sur BFM, sur LCI, sur TF1, et partout. Il faut s'assurer qu'elle est neutre, financer des structures qui assurent la neutralité"*. En gros, *"il voudrait qu'une sorte de conseil, d'organisme, se charge de la vérification. Comme s'il y avait une part du journalisme qui consistait à vérifier des choses, et une autre part qui consisterait à raconter n'importe quoi"*, éclaire Etienne Gernelle. Franceinfo 06.02

En complément.

- La police demande à Google de supprimer un photomontage d'Emmanuel Macron - BFMTV 30.01

Une demande des autorités françaises a été envoyée au géant américain pour faire supprimer une image sur laquelle le président de la République apparaît grimé en général Pinochet. BFMTV 30.01

- L'Ukraine fait de la date d'anniversaire d'un collaborateur nazi un jour férié et interdit un livre critiquant un leader antisémite - Les Crises 30.01

Le Parlement ukrainien a officiellement désigné l'anniversaire d'un collaborateur nazi de premier plan (Stepan Bandera Bandera - ndlr) comme jour férié, tout en interdisant un livre critiquant un autre dirigeant national antisémite (Symon Petliura - ndlr).

Le 17 décembre, l'Ukraine a voté contre une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à lutter contre « la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques contribuant à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y sont associées », selon l'agence de presse Tass. Les États-Unis ont également voté contre la mesure, bien que 129 pays aient appuyé cette initiative.

Yaroslav Stetsko, bras droit de Stepan Bandera, écrit donc en 1941 qu'il approuve totalement "l'extermination des Juifs et la rationalité des méthodes allemandes d'extermination des Juifs, au lieu de leur assimilation".

Ce Yaroslav Stetsko, sous prétexte de lutte contre le communisme, va bénéficier du soutien des USA comme de nombreux autres criminels de guerre ayant collaboré avec les nazis. Il va créer à Munich en 1946 le "Bloc des nations anti-bolchéviques" qu'il présidera jusqu'à sa mort en 1986.

Article complaisant du "Washington Post" du 21 juillet 1981, "Yaroslav Stetsko, le patriote solitaire" :

https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1981/07/21/yaroslav-stetsko-the-lonely-patriot/5f432413-8437-4b17-8326-35a2253a66cc/?noredirect=on&utm_term=.e870ce569f79

Les Crises 30.01

Le totalitarisme passe par le contrôle total de la population.

- À Paris, bientôt des "rues sans mégots" - L'Express.fr 06.02

Les élus ont adopté des mesures visant à faire disparaître les mégots, très polluants, des trottoirs de la capitale. L'Express.fr 06.02

Le régime commence à craquer de partout, aidons-le à s'écrouler.

- "Anticasseurs": plusieurs abstentions voire oppositions de députés LREM - AFP 04.02

Plusieurs députés LREM ont indiqué lundi qu'ils allaient s'abstenir mardi, voire réfléchissaient à voter contre la proposition de loi LR "anticasseurs" qui va être soumise au vote solennel de l'Assemblée en première lecture.

- Aurélien Taché (LREM) ne votera pas la loi anticasseurs "en l'état" - Le HuffPost 03.02

- Record d'abstentions, départ d'Orphelin: chocs en cascade chez les députés LREM - AFP 7 février 2019

Record d'abstentions de députés LREM mardi sur le texte "anticasseurs", départ mercredi d'une figure, Matthieu Orphelin: le groupe majoritaire a subi deux coups durs, les oppositions percevant un début de "fronde".

Orphelin autrefois membre d'EELV, qu'il avait quitté en 2012, M. Orphelin pourrait-il rejoindre les rangs écologistes?

50 "marcheurs" souvent issus de l'aile gauche se sont abstenus, soit un sixième du groupe ce qui est "considérable", selon une source parlementaire. AFP 7 février 2019

- Quand Darmanin cite Coluche au lieu de Churchill - L'Express.fr 07.02

Le ministre des Comptes publics a attribué par erreur une citation à Winston Churchill, ce mercredi, à l'Assemblée nationale.

- LREM : le départ de Matthieu Orphelin porte un nouveau coup à la majorité - Le Parisien 07.02

- L'historien Gérard Noiriel: Macron "ne comprend pas les classes populaires" - AFP 04.02

- «Donner une satisfaction facile à des secteurs non éclairés de l'opinion» - Liberation.fr 05.02

L'avocat Jean-Pierre Mignard, pourtant proche de Macron, pointe une loi inefficace, décidée dans l'urgence et qui donnera un pouvoir exorbitant aux préfets. Une «aberration» symptomatique d'un pouvoir qui se durcit en se rétrécissant politiquement. Liberation.fr 05.02

- Serge Hefez : «Il faut qu'Emmanuel Macron redescende de son Olympe» - LeParisien.fr 05.02

- "Nous sommes responsables devant nos lecteurs" : le coup de gueule du directeur du "Point" contre Emmanuel Macron - Franceinfo 07.02

Le directeur de l'hebdomadaire "Le Point", Etienne Gernelle, n'a pas apprécié les propos tenus par le président de la République lors d'une réunion informelle avec des journalistes le 31 janvier. Franceinfo 07.02

- Hulot accuse Monsanto d'avoir voulu nuire à sa réputation - huffingtonpost.fr 03.02

- Gilets jaunes : un ancien officier du service action de la DGSE dénonce la répression. - Le Média

- Enregistrements de Benalla : Mediapart refuse une perquisition après l'ouverture d'une enquête préliminaire - Liberation.fr 04.02

Le parquet de Paris a ouvert ce week-end une enquête pour «atteinte à l'intimité de la vie privée» et sur les conditions d'enregistrement d'une conversation entre Alexandre Benalla et Vincent Crase fin juillet. Liberation.fr 04.02

GILETS JAUNES

Les Gilets Jaunes : Pas vraiment des fachos, dommage !

LVOG - Et pourtant, on vient de voir à quel point ils appréciaient les fascistes, Macron, Trump et consorts.

- Dans le "vrai débat" des gilets jaunes, les propositions "épouvantails" ne passent pas - huffingtonpost.fr 04.02

Evidemment, plateforme à forte connotation "gilets jaunes" oblige, le référendum d'initiative citoyenne (RIC) rafle la mise avec 88% votes favorables (sur 3000 votants). De même, la volonté de réduire le train de vie des élus est plébiscitée par plus de 91% de 2400 votants.

...parmi les propositions les plus débattues, celle visant à supprimer la loi sur le mariage pour tous est rejetée par une écrasante majorité des quelque 1700 votants (83%).

Quant à la peine de mort, la position des participants au "vrai débat" est aussi homogène que pour le mariage pour tous. Sur près de 1800 votes, 15% des participants seulement sont d'accord avec l'idée d'une réinstauration de la peine de mort.

Un élément de plus qui semble indiquer que les gilets jaunes sont très diversifiés idéologiquement. L'expulsion définitive des fichés S vers leurs pays d'origine, la suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants délinquants et le retour du service militaire n'obtiennent aucune majorité claire. huffingtonpost.fr 04.02

- Gilets jaunes: Un observateur blessé porte plainte contre la police - Reuters 04.02

Un membre de l'Observatoire des pratiques policières (OPP) et de la Ligue des droits de l'homme (LDH), blessé au front par un projectile tiré par les policiers samedi à la fin de la manifestation des gilets jaunes à Toulouse, va déposer plainte lundi... Reuters 04.02

- Avec la grève générale illimitée, François Boulo assoit son influence chez les gilets jaunes - HuffPost 05.02

L'avocat rouennais, à l'origine du premier appel à la "grève illimitée" serait le meilleur représentant du mouvement selon un sondage effectué par Éric Drouet.

Organisée avec Solidaires et une partie de Force ouvrière, soutenu par le NPA, le PCF et la France insoumise, cet appel à la grève nationale a très vite été repris par les gilets jaunes sur les pages Facebook dédiées au mouvement, véritable agora de la fronde. Éric Drouet, un des visages de la mobilisation y harangue notamment les foules depuis la fin du mois de janvier pour faire de cette journée d'action le point de départ d'une grève générale illimitée.

"Un sacrifice à faire aujourd'hui pour notre avenir et celui de nos enfants et petits enfants", estime François Boulo, le porte-parole des contestataires à Rouen à l'initiative de cet embryon de convergence des colères. L'avocat de 32 ans veut croire à un "moment historique" et semble, par cette initiative, assoier son influence au sein d'un mouvement contestataire qui jusqu'ici a peiné à faire émerger des leaders incontestés.

Les gilets jaunes ne boudent plus les syndicats

De fait, tout est parti d'une vidéo publiée le 22 janvier par Le Média, un site d'informations proche de la France insoumise. Dans cette séquence visionnée près de 2.000.000 de fois -à retrouver ci-dessous- François Boulo estime qu'il "est temps que la résignation change de camp et d'en revenir au respect de l'article 2 de notre Constitution selon lequel le principe de la République est: 'gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple'." Il présente la grève générale illimitée comme le seul moyen de gagner la bataille.

L'appel de François Boulo a créé une petite brèche dans la défiance qu'entretenaient les gilets jaunes envers les syndicats. Jadis réticente à s'afficher avec ce type d'organisations, la grande majorité des gilets jaunes semble désormais encline à s'ouvrir un peu, sans doute animée par le sentiment de devoir évoluer pour durer. De nombreuses publications et autres sondages en vogue chez ces contestataires ont fleuri tout au long de ces derniers jours pour interroger la base du mouvement sur l'opportunité de se joindre à la CGT. Et les commentaires hostiles au syndicat sont désormais résiduels, beaucoup souhaitant profiter de l'appel de l'organisation pour se faire entendre plus durement. HuffPost 05.02

- Tribune de chercheurs: Nous sommes tous des gilets jaunes

Un large collectif d'intellectuels lance un appel à se mobiliser aux côtés des gilets jaunes. Ils exhortent leurs collègues à «inventer de nouveaux espaces de luttes et de débat» afin de soutenir le mouvement, mais aussi «d'y participer de l'intérieur». Ils appellent également à se joindre à la grève générale interprofessionnelle du mardi 5 février.

La déflagration « jaune » surgie depuis le mois de novembre partout en France semble maintenant réveiller la peur des populismes dans de nombreuses sphères de la société. Depuis le mois de janvier, des interventions de plus en plus nombreuses nous mettent en garde sur la présence « désormais dominante » de la droite populiste et fascisante au sein du mouvement des « gilets jaunes ».

Nous pensons que ces affirmations alarmistes se fondent sur une vision biaisée, qui interprète un mouvement né et développé avec des formes totalement inédites à partir de catégories politiques anciennes et inadéquates pour en saisir la nature. C'est un biais tout aussi important que dangereux, car il a conduit plusieurs intellectuels et observateurs de gauche à écrire, en toute bonne foi, que la critique de la démocratie représentative exprimée par les gilets jaunes et leur refus de se structurer comme mouvement en élisant des responsables les positionnait en dehors du champ démocratique. Dans cette veine, d'autres chercheurs ont même cru nécessaire d'enquêter sur le passé informatif des gilets jaunes les plus médiatisés pour traquer leurs agissements passés et démasquer des affiliations secrètes.

Loin d'éclairer le débat, une telle posture empêche de saisir la complexe physionomie d'un mouvement qui a provoqué, par sa force et par la singularité de ses formes d'organisation, une véritable « mue identitaire » chez la plupart de ceux qui l'ont vécu et s'y sont engagés.

Comme cela a été souvent le cas dans l'histoire, il y a un avant et un après à la participation de l'intérieur à un mouvement social de cette ampleur. Si les nombreux intellectuels et observateurs politiques qui s'échinent à traquer les traces d'une affiliation politique « douteuse » dans le passé des gilets jaunes, écoutaient davantage les déclarations de celles et ceux qui manifestent dans les rues et occupent les ronds-points, ils verraient que leurs actions concrètes ne rentrent absolument pas dans les cadres des catégories politiques traditionnelles : elles s'inscrivent en revanche dans un horizon fondamentalement marqué par une demande large, profonde et urgente de justice sociale. Et s'ils prenaient le temps et le courage d'écouter les très nombreux témoignages enregistrés en direct sur les médias alternatifs, ils entendraient à quel point l'éclosion du mouvement a totalement bouleversé la vie de chaque participant, en reconstruisant des liens, en faisant émerger des questions communes au-delà des anciennes positions idéologiques.

Nous sommes conscients du fait que des groupes qui prêchent des paroles de haine sont également présents sur les ronds-points et dans les cortèges. Mais nous savons aussi que, pour le moment, ils ne sont qu'une composante marginale d'une masse qui demande et revendique avant tout dignité et justice sociale. Les enquêtes développées sur le terrain en partenariat actif avec les gilets jaunes par plusieurs groupes d'étudiants et chercheurs ont d'ailleurs montré à quel point la grille de lecture du populisme est radicalement obsolète pour comprendre ce soulèvement. Déclenché sur la base d'une réponse à l'augmentation des prix de l'essence, le mouvement des gilets jaunes a su poser sur l'avant de la scène, une fois de plus, mais sans doute de manière claire et incontestable, toutes les questions fondamentales qui se posent dans une société épuisée par le pillage infligé au cours des quarante dernières années par les politiques néolibérales successives.

Comme nombre de nos concitoyens, nous avons assisté impuissants à ce pillage qui a systématiquement transféré la quasi-totalité de la valeur du travail effectué par des millions d'hommes et femmes vers le marché financier, qui a saccagé les biens communs en les donnant en pâture à sa clientèle, et qui a altéré progressivement mais profondément et sûrement la valeur et la signification mêmes du travail accompli. En

tant que femmes et hommes travaillant depuis des années dans les structures de l'enseignement et de la recherche, nous avons à notre façon connu l'impact de ces politiques. L'utilisation de plus en plus massive du travail précaire, la destitution de toute forme d'autonomie de recherche, la centralisation des contrôles sur les projets et les financements de la recherche ont conduit également à une prolétarianisation du travail intellectuel, tout en l'assignant bien souvent à un rôle de servile complaisance avec les formes et les demandes du pouvoir politique et économique.

C'est pourquoi nous croyons important d'adhérer à ce mouvement de son intérieur et de participer, avec les femmes et les hommes gilets jaunes, à son ouverture vers une société plus juste : une société qui soit en mesure de garantir à chaque citoyen une juste rémunération pour son travail, l'aide dont il nécessite lorsqu'il est dans le besoin, tout en garantissant la justice sociale ainsi qu'une vraie égalité dans la cité. Nous appelons donc nos collègues à s'organiser et à inventer de nouveaux espaces de luttes et de débat où nous pourrions, non simplement soutenir le mouvement, mais y participer de l'intérieur avec les compétences qui nous sont propres, comme tout autre acteur du champ social.

C'est dans cette optique que nous souscrivons pleinement à l'Appel proposé par l'Assemblée de Commercey les 26 et 27 janvier 2019 que nous appelons nos collègues à participer massivement, avec le plus de publicité possible, à la manifestation du 2 février en hommage aux victimes des violences policières, ainsi qu'à la grève générale interprofessionnelle du 5 février prochain. (Suit la liste des premiers signataires) blogs.mediapart.fr

- Un gendarme aux Gilets jaunes à Montpellier : «Toutes nos familles, elles sont avec vous !» - RT 6 février 2019

Scène étonnante à Montpellier lors de l'acte XII : un gendarme a été filmé en pleine discussion avec des manifestants. Le militaire explique aux Gilets jaunes que les gendarmes n'ont rien contre eux, mais qu'ils doivent obéir aux ordres.

A en croire les sources policières contactées par RT France, la scène est courante sur les ronds-points : les forces de l'ordre maintiennent leur position, mais lorsque c'est possible, elles échangent dans le calme avec les Gilets jaunes. «Malheureusement, ce ne sont pas ces images qui sont montrées dans les médias», a ainsi déploré un porte-parole du Collectif autonome des policiers d'Ile-de-France (CAP-IDF). C'est une scène similaire qui a été filmée lors de l'acte XII à Montpellier le 2 février. On y voit un gendarme discuter avec des manifestants, place des Martyrs de la résistance.

Alors que ces derniers cherchent à lui expliquer qu'ils n'ont rien contre les forces de l'ordre et qu'elles bénéficieraient d'un «droit de réserve» – notion inexistante, peut-être confondue à tort avec le «devoir de réserve» –, le gendarme oppose : «Nous non plus, on n'a rien contre vous. Toutes nos familles elles sont avec vous. [...] On est militaires, on n'a pas le droit de désobéir.»

Les propos entendus sur la vidéo mettant en scène ce gendarme font écho à ceux relayés par une page Facebook soutenant les forces de l'ordre (Collectif Urgence Notre Police se Fait Assassiner 2). Dans ce texte, attribué à un gendarme mobile, on peut lire : «La plupart de mes collègues soutiennent et partagent le ras le bol des Gilets jaunes». L'auteur précise ensuite sa pensée : «Quand ça pète en guérilla à côté de toi et que tu CHOISIS de rester là parce que ça fera une bonne vidéo [...]. Si après l'appel à la dispersion tu es encore sur notre chemin c'est que tu en acceptes les conséquences. Certes ça n'est pas facile d'être opposé au peuple, nous n'y prenons aucun plaisir brutal, nous accomplissons simplement notre devoir, non pas de protéger la personne d'Emmanuel Macron mais simplement les institutions françaises que sont le Président de la République, le Palais de l'Élysée et surtout l'Ordre Public».

Et de rappeler : «Non, nous ne pouvons, et ne devons pas déposer casques et boucliers, car ça serait considéré comme un acte démissionnaire, nous aussi nous payons ces impôts qui nous payent, et avons besoin de notre job. Et nous risquerions en prime des poursuites pénales de par notre statut.» RT 6 février 2019

Mobilisation du 5 février.

- 8500 à 12 000 défilent à Toulouse, 300 000 en France selon la CGT - ladepeche.fr

La CGT appelait à une grève générale ce mardi 5 février. Un appel entendu et repris par plusieurs syndicats et associations, ainsi que par les Gilets jaunes. Les cortèges ont rassemblé 300 000 personnes en France selon le syndicat.

Toulouse : 8 à 12 000 personnes et camions poubelles en grève

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Toulouse en début d'après-midi ce mardi, à l'appel de plusieurs syndicats. La CGT estime qu'ils étaient près de 12 000. La police a comptabilisé 8500 personnes.

Dans le cadre de la grève des agents territoriaux de la ville de Toulouse, une vingtaine de camions de collecte ménagère ont stationné une partie de la matinée autour de la gare Matabiau. Issus des dépôts Monlong et Raisin, ces agents, au nombre environ de 200, contestent la décision de la mairie de réduire la fréquence des passages de collecte entraînant une réduction d'équipes d'où une surcharge de travail. « Au vu de la pénibilité de leur activité, ils demandent de conserver leurs conditions de travail ainsi qu'une augmentation de leur salaire vu le bénéfice engendré par cette réduction (entre 2 et 3 millions annuellement) », explique Nicolas, du syndicat FO. Après s'être rassemblé, ces agents pour certains ont rejoint leur camion soit pour continuer leur tournée ou poursuivre le mouvement de grève ».

Au collège Jolimont de Toulouse, suite aux réunions du personnel, les enseignants ont décidé de se mettre en grève dans l'optique d'une opération "collège mort". Plus de 95 % du personnel, enseignant et non-enseignant, est en grève ce mardi. Ils dénoncent des classes surchargées, des problèmes de sécurité au sein de l'établissement et un manque de moyens

Un autre défilé a commencé à Saint-Gaudens 14h30 place Jean Jaurès.

1500 manifestants à Albi

Dans le Tarn, un rassemblement départemental est en cours depuis 14h30, il s'est élancé de la place du Vigan à Albi.

Depuis ce matin 6 heures, une trentaine de Gilets jaunes bloquent le rond point de l'Hermet sur la RN 88. Ils interdisent aux véhicules l'accès vers Carmaux et donc de l'Aveyron. En ce jour de manifestation nationale, ils ont décidé que ce blocus durerait toute la journée.

400 manifestants dans le Tarn-et-Garonne

Dans le Tarn-et-Garonne, la mobilisation a touché plusieurs secteurs du service public dont la santé, le social, les transports et l'éducation. Dans les rues, les manifestants se sont dirigés vers la place nationale après une prise de parole devant le siège du Medef par les représentants de la CGT, Solidaires et du syndicat enseignant FSU. "L'union fait la force", a clamé Lina Desanti, Secrétaire générale de l'UD CGT 82. Selon les forces de l'ordre ils sont 230 participants. Ils ont ensuite été rejoints par 170 Gilets jaunes. Ces derniers ont été accueillis sous les applaudissements et le slogan "Tous ensemble ! Tous ensemble !".

Gilets jaunes et CGT défilent à Montauban

1800 à 2000 personnes à Tarbes

1800 manifestants selon la police et plus de 2000 selon les syndicats ont défilé aujourd'hui à Tarbes. Le cortège, mêlant militants de la CGT, Gilets jaunes et personnels enseignants très remontés contre les suppressions de 44 postes dans le secondaire dans les Hautes-Pyrénées, s'est élancé à 10h45 de la place Verdun. En tête de cortège, les salariés de la société Toupnot, sinistrée par un incendie, mènent la danse, suivis par les gilets jaunes. En début d'après-midi, une agora est prévue, toujours place Verdun.

A Tarbes également, des perturbations sont à prévoir dans 20 des 27 écoles publiques aujourd'hui.

1500 manifestants à Pamiers

Malgré une météo pluvieuse, une centaine de manifestants se sont positionnés sur le rond point Gabrielat à Pamiers. Ils ont particulièrement ciblé les poids lourds. Les Gilets jaunes ont bloqué les camions avant de les envoyer en direction de la zone d'activité de Trémège où ils étaient stockés. Plus d'une dizaine de poids lourds, dont plusieurs de sociétés locales de transports et de livraison de supermarchés, ont d'ores et déjà été détournés de leur destination. L'action des Gilets jaunes a provoqué un ralentissement aux abords du rond point Gabrielat. Ce barrage "filtrant" a permis aux manifestants de distribuer des tracts expliquant aux automobilistes les raisons de leur mouvement. Les Gilets jaunes ont rejoint la manifestation qui a démarré à 10 heures du centre-ville de Pamiers à l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU, FO et Solidaires et à laquelle 1500 personnes ont participé.

3 à 400 personnes à Agen

3 à 400 Lot-et-Garonnais se sont retrouvés devant le siège du Medef, suite à un appel à la grève de la part de la CGT. Tous réclament la même chose : plus de pouvoir d'achat. « Nos combats se rejoignent, commente Alain, 62 ans, ancien postier syndiqué à la retraite. Mais la CGT se bat depuis plus de trente ans pour avoir une meilleure qualité de vie. C'est bien que les Gilets jaunes nous rejoignent, même si nous ne sommes pas d'accord sur toutes leurs revendications, surtout ce qui concerne l'immigration. Mais la bataille pour un meilleur salaire doit se faire avec le plus de forces possible. » Il réclame un salaire brut de 1 800 euros. Dans le cortège, il y a presque plus de jaune que de rouge. Certains ont collé un autocollant CGT sur leur gilet. Jean-Louis et Mauricette sont mobilisés sur les ronds-points depuis le 17 novembre : « Il faut lutter tous ensemble pour avoir plus de pouvoir d'achat et offrir une meilleure vie à nos enfants. De toute manière, on est arrivé à un point de non-retour avec le Président. Il essaie de nous enfumer avec son grand débat. Nous, on n'est pas près de lâcher. »

D'autres cortèges étaient prévus ailleurs dans la région. Dans l'Aveyron, un rassemblement à Rodez avenue de l'Entreprise, à Decazeville au rond-point des Tuileries, à Villefranche aux Halles, à Millau au Mandarou et à Saint Afrique depuis l'union locale de la CGT.

Dans le Lot, un rassemblement a été organisé à Cahors au départ de la place Mitterrand, à Figeac au rond-point Lycée Champollion. A Biars le rendez-vous était fixé au rond-point Bretenoux.

Dans le Gers, rendez-vous était donné à Auch, place de la Libération.

Dans l'Aude, à Carcassonne, une opération escargot a eu lieu au départ de la cité administrative pour rejoindre le siège du Medef à Lézignan-Corbières. Un départ était organisé à 10 heures depuis la CCI de Narbonne. Les deux cortèges se sont rejoints à 11 heures.

Le 5 février à Nancy

Prises de paroles des syndicats et des Gilets Jaunes de Commercy

Les personnels de l'éducation ont (...) rejoint la manifestation interprofessionnelle qui a commencé par des prises de parole de chacune des organisations syndicales appelantes. Mais, petite – et excellente - surprise, Solidaires 54 a décidé de céder son temps de parole aux Gilets Jaunes de Commercy, qui ont ainsi pu lire l'appel issu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy. Événement important. Les Gilets Jaunes ont ainsi pu exposer le sens de leur mouvement et leurs objectifs aux salarié.e.s venu.e.s manifester à l'appel de leurs syndicats, contre le torrent de calomnies déversées sur eux par les médias. Une façon de lever les méfiances de part et d'autre et de percevoir les convergences : les prolétaires, avec ou sans gilet jaunes, du privé ou du public, ont bien les mêmes intérêts.

La manifestation interprofessionnelle

La manifestation s'est ensuite ébranlée selon l'ordonnement fixé par la CGT. En tête on trouvait le cortège CGT fort d'environ 800 personnes (avec des tramainots, des cheminots, des personnels de l'hôpital,

de Safran, etc.). Un cortège étudiant de même taille le suivait, mobilisé contre la hausse inique des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE qui criaient à tue-tête « mêmes études, mêmes droits », après quoi venait le cortège de FO, puis celui de la FSU et de Solidaires, comportant environ 200 personnes chacun. Enfin, en queue de manifestation, serré de près par de nombreux véhicules de gendarmes mobiles, l'imposant cortège de plus de 1000 gilets jaunes, de tous le plus dynamique, lançant avec puissance des « Macron, démission ! », « Tous ensemble, tous ensemble », « Grève générale ! », chantant parfois un morceau de Marseillaise, ou entonnant un « ahou ahou ahou... ». Après avoir déambulé dans le centre de Nancy, la manifestation s'est terminée sur la place Stanislas. Et après ?

Un peu plus de 3.000 manifestant.e.s, ce n'est pas un raz de marée pour Nancy, et on est encore loin d'une véritable « grève générale », mais c'est déjà une manifestation respectable, dix fois plus importante en particulier que la journée du 14 décembre. Confirmation que l'appel des Gilets Jaunes à faire grève a pesé dans la mobilisation. Cette dynamique ascendante doit nous conforter dans nos efforts pour construire la mobilisation. Cela suppose de continuer à impulser l'auto-organisation dans tous les secteurs, de favoriser les convergences, en se battant pour des revendications claires et unifiantes contre la politique du gouvernement. Cela suppose aussi de lutter à tous les niveaux pour que les directions syndicales rompent avec le gouvernement et fassent une véritable campagne de mobilisation (tracts, vidéos, heures d'info syndicales, AG dans les entreprises, meetings publics, intervention dans les médias, etc.) avec l'objectif de la victoire, avec la conviction profonde que pour chasser cette politique, il faut chasser Macron, un mot d'ordre mis en avant par les Gilets Jaunes, mais qui doit devenir celui de toute la classe ouvrière et de la jeunesse. Un mot d'ordre qui ne peut devenir une réalité qu'à condition de réussir peu à peu, en tissant les liens, à créer les conditions pour que tout.e.s les salarié.e.s aient le sentiment que c'est le moment d'y aller et qu'en se mettant tout.e.s ensemble en grève, on peut défaire Macron, le MEDEF et imposer les revendications démocratiques et sociales les plus urgentes. tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Nantes

En Loire-Atlantique, les actions ont commencé dès 5h du matin, avec le blocage de la zone aéroportuaire notamment : environ 170 personnes étaient présentes (CGT et gilets jaunes), blocage plutôt réussi du périphérique malgré le nombre. Dans l'ensemble les actions prévues en amont de la manif ont été réussies et ont permis une heureuse rencontre GJ/syndicats (CGT en majorité).

A 9h, une action éducation devant la présidence de l'université ironisait sur les réformes Blanquer et appelait à une école plus juste.

Plus tard dans la matinée avait lieu à la maison des syndicats une AG éducation, à l'initiative de l'intersyndicale. Au plus fort de l'AG, il y avait environ 120 personnes, représentant des personnels et établissements divers : premier degré, second degré (collèges et lycées), lycées généraux et technologiques, lycées professionnels, AED en grève et qui commencent à construire une coordination. Les collectifs déjà existant sur le secteur (collectif contre les réformes Blanquer et Parcoursup mais aussi collectif des lycées pro) ont pu présenter leurs actions et souligner la nécessité et l'efficacité de l'auto-organisation. Un appel, sur la base d'un texte qui avait été écrit lors d'une AG en décembre (défense du service public et abrogation des réformes) et ajoutant la nécessité de mettre à l'ordre du jour, dès la rentrée des vacances d'hiver, la question de la reconductible dans tous les établissements a été travaillé et voté à l'unanimité.

Toutes ces personnes ont convergé ensuite en manif dans le centre de Nantes (2.500 environ) qui a commencé par des prises de paroles des syndicats mais aussi des AED en lutte. Le cortège syndical était majoritaire, le cortège prof était visible bien que non massif, les GJ étaient moins nombreux que lors des manif du samedi à Nantes. Quelques jeunes et lycéens, qui restent malgré tout les grands absents de la manif. Lorsque la CGT a annoncé qu'elle « s'arrêtait là », après un tour de boulevard, les jeunes ont lancé un nouveau cortège, suivis par les GJ (aux cris de « syndicats avec nous ») et finalement les 80 % du reste de la manif. Ce second cortège, plus combatif, plus défiant vis à vis des forces de l'ordre présentes en masse, a « repris la rue » et s'est fini relativement dans le calme. tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Auxerre

Lundi 4 février

Réunion Gilets jaunes à Auxerre. Le but de la réunion était de discuter, tout mettre à plat concernant la vie du mouvement GJ sur Auxerre. Sachant qu'il y a plusieurs groupes GJ, issus d'un rond-point et un « groupe de travail » constitué « d'intellos ».

Les groupes du rond-point fonctionnent sur le mode AG + porte-parole. L'autre groupe est plutôt issu de la mouvance Nuit Debout, fête à Macron. Mais même dans ce groupe, il y a des GJ de la première heure.

J'étais déjà intervenu dans une réunion, la semaine dernière, du « groupe de travail » pour présenter un compte rendu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy.

Hier, il était question que l'on parle aussi de cela, avec les autres groupes.

Réunion passionnante, vivante, houleuse, bruyante, et absolument enthousiasmante.

Il a été décidé de fusionner tous les groupes pour travailler à la préparation d'un « Vrai Grand débat » à Auxerre sur le thème : Justice sociale et pouvoir d'achat, dans une quinzaine de jours.

Il a été décidé également de répondre à l'appel syndical de manifester le lendemain.

Il a été décidé de tout faire pour communiquer le plus possible sur l'extérieur et de continuer à faire vivre par tous les moyens toutes les composantes du mouvement GJ.

Mardi 5 février

Rassemblement à la maison des syndicats. La CGT a sorti sa camionnette avec sa sono, les autres syndicats sont sous-représentés. Ambiance bon enfant. Les GJ arrivent. Tout le monde se rassemble sans trop se mélanger. Puis la CGT donne le départ en voulant prendre la tête du cortège. Evidemment, petites tensions. Le responsable syndical local éructe un « C'est une manifestation CGT ici monsieur » à un GJ... il se fait vite recadrer et les GJ prennent la tête du cortège, bruyamment et en rigolant.

Pendant un bon moment, les GJ ont été en tête du cortège. Le parcours était plutôt « caché », mais bon, à chaque rond-point les GJ ont bloqué la circulation, fait du bruit, désorganisant, déstabilisant le cortège syndical (il leur en faut peu pour être déstabilisés...) et mettant un peu d'ambiance dans cette promenade de santé. Et puis, il y a eu une halte devant la CCI. Avec prises de paroles. Et là, petit à petit tout le monde s'est mélangé. Tout le monde a écouté tout le monde. Un communiqué GJ a été lu (proposé à la réunion d'ela veille par « le groupe de travail ») dans un silence émouvant... Et là, c'était beau. Là, on pouvait se dire qu'on vivait un grand moment de la lutte de classe. Enfin. Des applaudissements, des accolades et le cortège est reparti.

Direction un autre rond-point. Le cortège syndical s'est éparpillé, normal, il était déjà midi passé ! Les GJ sont restés pour former une chaîne humaine, main dans la main, tout autour du rond-point. C'était vraiment chouette ! Tous les slogans mythiques des GJ y sont passés, une marseillaise a été clamée. Retour au point de départ et aux voitures. Il est décidé d'aller manger un morceau sur le rond-point de l'Europe, le QG avant de revenir en ville pour voir ce qui se passait au niveau des lycées. Casse-croûte au rond-point et à 14h les GJ sont devant un lycée de centre ville... et là, rien. Aucun blocage. Pas de profs en grève, donc pas d'élèves en grève... rien. On cherche les infos. Ça se passe à l'inspection académique. Il y a une réunion syndicale avec l'inspection sur des négociations de fermetures d'écoles. Allez hop, les GJ foncent. On se retrouve au milieu des enseignants (quelques dizaines) et les parents d'élèves (quelques uns) qui font le pied de grue devant l'inspection, pendant que ça discute miettes à l'intérieur.

Sud éducation n'est pas autour de la table bien entendu. Ils sont très heureux de voir débarquer les GJ (plusieurs dizaines). Très rapidement ça fait du bruit. Ça chante, ça demande à entrer. Les représentants syndicaux SNUIPP etc. expliquent aux GJ qu'il ne faut pas interrompre la réunion, sinon, l'inspectrice d'académie va arrêter les négociations. Les GJ veulent rentrer, puis veulent que l'inspectrice vienne leur parler. On fait du bruit.

Les enseignants les plus avancés discutent, expliquent. Les discussions s'engagent. Les GJ hurlent pendant de longues minutes « Aucune fermeture ! Aucune fermeture », tapent contre les vitres pour que l'inspectrice sorte. Mais rien n'y fait. Au bout d'une heure de joyeux brouhaha, les GJ décrochent.

Les profs ont été un peu dérangés dans leurs petites habitudes, c'est très bien. Ça a permis d'ouvrir les yeux à tout le monde et, comme le matin, de créer une jolie convergence.

Au total sur les 2 actions, plus de 100 GJ étaient mobilisés.

La presse parle de 300 et 350 manifestants le matin. Il y en avait probablement davantage. Mais l'important n'est pas là, on l'aura compris. Bien qu'il soit clair que la grève générale semble très très très éloignée, le mouvement social est loin, très loin d'être étouffé. Il est grandissant et très ancré. A Auxerre en tous cas, ça s'est ressenti aujourd'hui.

Très fier d'être GJ ! tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Orléans

Ce matin, une cinquantaine de gilets jaunes accompagnés par Sud Energie ont filtré l'entrée de la Centrale Nucléaire de Dampierre en Burly, réclamant notamment la renationalisation d'EDF-GDF, un plan de rénovation et d'isolation des bâtiments contre le gaspillage énergétique, le retour de l'ISF...

Il y avait 3 points de mobilisation dans le département. Gien: 100 manifestantEs. Montargis: 350 manifestantEs. Orléans: 1500 manifestantEs, dont beaucoup de gilets jaunes.

La semaine dernière avait eu lieu une rencontre CGT-Solidaires avec les Gilets Jaunes et donc la banderole de tête était siglée CGT-Solidaires-Unef-Gilets Jaunes et intitulée « Réunis pour un même combat - Justice fiscale et sociale ».

Coté boîtes à la manif, il y avait les cheminots (une trentaine), une délégation de Federal Mogul (pièces automobiles), les Chèques Postaux, le Centre psy de Daumezon, la poste, les finances publiques, des profs... Pas de jeunes. Ce qui revenait le plus dans les discours, c'était les salaires et l'ISF.

A 15 heures, il y a eu une action de blocage d'Amazon à Saran. Quelques dizaines de gilets jaunes, ainsi que la CGT et Solidaires, ont bloqué l'accès des camions au site Amazon de Saran. Les présents entendaient protester contre le licenciement de personnel, et contre le non paiement d'impôt d'Amazon à l'Etat. Les flics sont intervenus à 20h30. tendanceclaire.org (NPA)

- Manifestation à Paris : rouges et jaunes à petits pas - Libération 5 février 2019

Mardi, à l'appel de la CGT, mais aussi de Solidaires, de la FSU, de sections locales de FO et de plusieurs acteurs militants et politiques, dont Attac et la Fondation Copernic, plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé parisien le long de la rue de Rivoli jusqu'à la place de la Concorde. Un drôle de parcours, de mémoire de syndicalistes, pour une manifestation atypique à laquelle plusieurs figures des gilets jaunes s'étaient associées, dont Eric Drouet. A Paris, 30 000 personnes ont marché entre l'Hôtel de Ville et la Concorde selon la CGT, 18.000 pour la préfecture de police, 14.000 d'après le cabinet Occurrence, mandaté par un collectif de médias dont l'AFP. Lors de son dernier cortège dans la capitale le 14 décembre, la CGT avait plus faiblement mobilisé: 15.000 manifestants selon elle, 6.000 pour la police. «C'est un succès qui en appelle d'autres», s'est réjoui le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

A Marseille, 5200 personnes, selon la police, ont manifesté entre le Vieux-Port et la gare Saint-Charles. Si la CGT dominait très largement, plusieurs centaines de "gilets jaunes" étaient présents en milieu de cortège.

"Nos revendications sont identiques. Il faut être tous ensemble", témoignait Brigitte, retraitée qui perçoit une pension de 680 euros. Elle a rejoint les "gilets jaunes" à Fos-sur-Mer. "Il arrive un moment où toutes les luttes se rejoignent. Sans convergence avec les partis et les syndicats, on n'arrivera à rien", estime-t-elle.

A Lyon, parmi les 4300 manifestants selon la préfecture, environ 500 "gilets jaunes". "Cela fait trois mois qu'on est dehors et il faut aller plus loin alors on fait un pas: les syndicats ont appelé, on est là, maintenant on verra quand on appellera s'ils répondent", constate l'un d'eux, Fabrice.

Parmi les autres cortèges en régions, on recensait selon la police environ 8500 personnes à Toulouse, 2500 à Caen, 2300 à Lille et Clermont-Ferrand, 2200 au Havre, 1500 à Strasbourg, 1400 à Nîmes, 1300 à Tours, 500 à Rennes...

Le Premier ministre recevra mercredi les partenaires sociaux pour faire le point sur le grand débat.

Outre les revendications sociales, certains entendaient défendre "la liberté de manifester". Hasard du calendrier, mardi a été votée la loi "anticasseurs", donnant la possibilité aux préfets de prononcer des interdictions de manifester, un dispositif vivement critiqué par les syndicats.

La CGT prévoit une nouvelle journée nationale à la mi-mars. Libération et euronews 5 et 6 février 2019

Acte XIII

- Avant l'Acte XIII, le soutien aux gilets jaunes ne se dément pas - Le HuffPost 7 février 2019

Semaine après semaine, le soutien de l'opinion publique au mouvement des gilets jaunes se maintient. Quand il ne se renforce pas. Près de trois mois après le début de la mobilisation et alors que se profile l'acte XIII, on compte toujours 64% des Français

Même petit rebond pour la perception du mouvement aux yeux des Français. Ils sont désormais 77% à trouver la mobilisation "justifiée" contre 74% au mois de janvier.

Autre indice de ce semblant de second souffle: l'opinion publique estime majoritairement que le mouvement doit se poursuivre pendant les deux mois du grand débat national, une première. Le taux de soutien grimpe de quatre points d'une vague à l'autre pour s'établir aujourd'hui à 52% contre 48% en janvier 2019.

Toujours selon notre baromètre du mois de janvier, les Français restent sceptiques à l'égard de ces semaines de discussion.

Dans le détail, ils sont 58% à penser que ces discussions ne contribueront pas à infléchir la politique du gouvernement et 54% à douter d'une restitution des propositions "en toute transparence et impartialité." Le HuffPost 7 février 2019

- Les Français massivement favorables au RIC - Reuters 6 février 2019

Neuf Français sur dix se déclarent favorables à l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), l'une des revendications majeures des "Gilets jaunes", selon un sondage Ifop pour Valeurs actuelles à paraître jeudi. Reuters 6 février 2019

Une idée à soumettre à Macron

- **En France, le suicide se porte tristement bien - Liberation.fr 5 février 2019**

Serait-ce une fatalité française ? Les chiffres sur le suicide ne sont pas bons : l'Hexagone présente toujours un des taux les plus élevés d'Europe, avec près de 9 000 suicides par an. Et ce chiffre ne s'améliore pas vraiment.

Pour ce nouvel état des lieux, le baromètre de Santé publique France a interrogé en 2017 plus de 25 000 personnes de 18 à 75 ans, autour des pensées suicidaires ainsi que des tentatives de suicide. En 2017, ce sont 4,7% des 18-75 ans qui «ont déclaré avoir pensé à se suicider au cours des douze derniers mois», 7,2% ont tenté de se suicider au cours de leur vie. Et 0,39% au cours de l'année. C'est beaucoup, cela fait plus d'un million de personnes qui ont pensé à se suicider l'année écoulée. Liberation.fr 5 février 2019

- AP-HP Suicide d'un chirurgien à l'hôpital Avicenne - Liberation.fr 6 février 2019

Dimanche, en fin d'après-midi, il est venu à l'hôpital. Il a enfilé sa tenue de chirurgien. Et là, de son bureau de l'hôpital Avicenne à Bobigny (Seine-Saint-Denis), le professeur Christophe Barrat, 57 ans, s'est défenestré. Il est mort sur le coup. A l'hôpital, le choc est profond, le malaise aussi. L'homme était reconnu et apprécié. Chef du service de chirurgie bariatrique et métabolique du groupe hospitalier «Hôpitaux universitaires Paris-Seine-Saint-Denis (Avicenne, Jean-Verdier et René-Muret)», Christophe Barrat avait dû quitter l'hôpital Jean-Verdier il y a quatre ans, pour des raisons de restructuration au sein de l'AP-HP, et intégrer Avicenne. La direction de l'hôpital a évoqué «un professionnel respecté et apprécié de ses équipes qui incarnait l'excellence de sa spécialité». Et pointé le fait qu'il luttait contre un cancer. «Je m'élève en faux sur le fait de mettre en avant que Christophe était malade, dit Pierre Nahon, hépatologue. Il y avait une vraie souffrance au travail. Et dans un conflit comme il pouvait y avoir, là, entre plusieurs médecins, la direction s'en servait pour le fragiliser. C'est le système qui est dramatiquement défaillant.» Liberation.fr 6 février 2019

Ils osent tout

- 2015-2018: période la plus chaude depuis le début des relevés météo - AFP 07.02

Les quatre dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, a indiqué mercredi l'ONU, qui y voit la confirmation du réchauffement climatique causé par les concentrations record de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a annoncé que la température moyenne à la surface du globe en 2018 avait dépassé d'environ 1,0° C celle qui prévalait à l'époque préindustrielle (1850-1900). AFP 07.02

LVOG - Des "quatre dernières années", demain ils vont nous sortir que la température a augmenté par rapport à l'année précédente et que cela prouve que la terre se réchauffe, délirant. Dans 1984, le roman d'anticipation d'Orwell, les tyrans au pouvoir ont ordonné à la population de croire que 2 et 2 ne font plus 4 mais 5, on y est presque, c'est la même méthode de lavage de cerveau...

1,0° C en plus en 169 ans (1850) ou 119 ans (1900), c'est gi-gan-tes-que !

- Venezuela : on ne peut pas exclure que le régime reste en place - euronews 06.02

Hélas ! Consollez-vous, en France aussi, hélas !

- Aux Etats-Unis, le rêve d'un Big Bang de l'assurance médicale - AFP 05.02

Avoir une carte d'assurance maladie américaine ne garantit pas d'être soigné sans se ruiner. AFP 05.02

Elle garantit au moins qu'on peut se ruiner sans pour autant être soigné, c'est déjà un progrès ! Non, mais attendez, c'est cela la gauche américaine.

- Génocide arménien: Macron annonce un jour de commémoration nationale - Le HuffPost 06.02

Ces prédécesseurs on tous institués "*un jour de commémoration nationale*" en hommage aux peuples victimes des boucheries coloniales de leurs ancêtres, sans avoir rompu avec l'impérialisme et le colonialisme. La preuve.

- L'armée française intervient au Tchad pour éviter sa "déstabilisation" - Reuters 06.02

La démocratie par les bombes, rien de tel pour stabiliser un pays, c'est bien connu !

- Les talibans réclament une «constitution islamique» pour l'Afghanistan - Liberation.fr 06.02

- Les taliban optimistes pour leurs négociations avec les Etats-Unis - Reuters 06.02

Les négociations que les taliban ont menées le mois dernier au Qatar avec les Etats-Unis ont été un succès, a estimé mardi leur négociateur en chef lors d'une visite à Moscou. Reuters 06.02

- Cameroun : sortie antisémite d'un ministre sur fond de rivalités ethniques - Liberation.fr 06.02

Il doit être dans le colimateur de Tel Aviv ou Washington...

- Rohingyas: Angelina Jolie appelle la Birmanie à cesser la persécution - AFP 06.02

Et la ségrégation raciale aux Etats-Unis, vous appelez cela comment ?

- Manifestation pro-ouïghours devant la mission américaine à l'ONU - AFP 06.02

Quelques dizaines de personnes manifestent mardi 5 février devant la mission américaines aux Nations unies afin d'encourager le département d'Etat à se battre pour la liberté de la minorité musulmane ouïghoure, réprimée par les autorités chinoises dans le Xinjiang, une région du nord-ouest de la Chine... AFP 06.02

Simultanément, on apprenait que Erik Prince, le fondateur de Blackwater, avait investi précisément au Xinjiang.

- Sa société FSB, détenue à 25 % par le conglomérat financier public chinois, Citic, a signé un accord avec le Comité de gestion du parc industriel de Kashgar Caohu afin de former 8 000 agents de sécurité par an. Une cérémonie de signature s'est tenue le 11 janvier 2019 à Beijing (photo).

Selon Reuters, le partenaire chinois de FSB serait à la fois lié au Parti communiste local et au Groupe Chine Xinjiang (le « Bingtuan »), une agence publique de développement de la région turcophone doublée d'une milice paramilitaire Han. Réseau Voltaire 5 février 2019

Autrement dit, pendant que le département d'Etat soutient la minorité musulmane ouïghoure, l'un des dirigeants de sa milice privée lié au Pentagone s'engage à former des dizaines de milliers de miliciens paramilitaires Han pour les réprimer. L'AFP ne diffusera pas cette information évidemment.

On croit toujours avoir tout vu ou tout entendu, mais comme on ne peut pas les concurrencer ou rivaliser avec eux sur le plan du cynisme, on doit s'attendre à tout avec ces monstres sous peine d'être manipulé.

- En Cisjordanie, un far west à l'israélienne - Liberation.fr 06.02

Symbole d'une culture des armes à feu de plus en plus décomplexée, des Israéliens se mobilisent et participent à des stages d'autodéfense. Liberation.fr 06.02

Sur cibles réelles ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la terre, priorité de la gauche radicale de Julius Malema - Franceinfo 5 février 2019

"On ne peut plus reporter la question de la terre, on ne peut plus reporter la question de l'emploi", a déclaré le chef des EFF, Julius Malema, le 2 février 2019, dans l'un de ces discours enflammés qui ont fait sa réputation.

"Nous avons faim maintenant, nous voulons manger maintenant", a-t-il lancé devant plusieurs milliers de personnes vêtues de rouge (la couleur du parti) et massées dans un stade de Soshanguve, au nord de la capitale Pretoria.

Transfuge du Congrès national africain (ANC) au pouvoir depuis la fin de l'apartheid en 1994, Julius Malema a fondé les EFF en 2013. Il défend une ligne radicale qui dénonce les "compromissions" du pouvoir avec la minorité blanche du pays.

La redistribution des terres, thème de campagne

Dans une Afrique du Sud au taux de chômage endémique (27%), ce fort en gueule de 37 ans a commencé à grignoter l'électorat jeune et pauvre de l'ANC. Il espère dépasser en mai son score national de 8% des élections locales de 2016.

Sans surprise, il a enfourché son cheval de bataille favori, celui de la redistribution des terres.

"L'économie est entre les mains de la communauté blanche, nous voulons que cela change", a-t-il promis sous les vivats et devant les poings levés de ses partisans.

"Nous allons placer les terres sous le contrôle de l'Etat afin de les redistribuer également entre tous (...). Ils ont tué notre peuple, ils ont violé notre peuple, nous ne pouvons pas récompenser ces violeurs, ces meurtriers. Nous voulons retrouver notre terre, ce n'est pas négociable", a tonné Julius Malema, en référence à l'époque de l'apartheid. Des emplois et une lutte contre la corruption

La question foncière constitue l'un des principaux thèmes de la campagne électorale.

Le chef de l'Etat et de l'ANC Cyril Ramaphosa a lancé une réforme foncière qui prévoit de modifier la Constitution pour permettre des expropriations sans indemnisation. Cette initiative très controversée vise, selon lui, à réparer les "injustices" de l'apartheid. A ce jour, les trois-quarts des exploitations agricoles du pays sont encore détenues par des Blancs, qui ne représentent que 8% de sa population.

Dans son discours, Julius Malema s'est également engagé à créer des emplois et à mettre fin à la corruption.

L'ANC part largement favori pour le scrutin de mai. Selon les analystes, le parti fondé par Nelson Mandela devrait conserver sa majorité absolue au Parlement. Et ce malgré les mauvais résultats économiques du pays et les affaires de corruption qui l'éclaboussent. Franceinfo 5 février 2019